INDISPONIBILITÉ DES FONDS ET DÉBLOCAGES ANTICIPÉS

INDISPONIBILITÉ DES FONDS

Les actions ou parts acquises ne peuvent être délivrées aux salariés ou anciens salariés avant un délai minimum de 5 ans.

Le délai court à compter de la date d'acquisition des titres.

Article L. 3332-26 du Code du travail

Il est admis que, si le Plan d'Épargne d'Entreprise le prévoit, le délai de 5 ans part pour toutes les acquisitions effectuées au cours d'une période d'un an au plus, d'une date moyenne fixée au milieu de la période.

Exemple

Toutes les actions ou parts acquises au cours d'une année civile pourront être rendues disponibles le 30 juin de la 5^e année suivant celle de l'acquisition.

Lorsque le Plan d'Épargne d'Entreprise est partiellement alimenté par des sommes provenant de la réserve spéciale de participation, toutes les actions ou parts acquises au cours d'un exercice pourront être rendues disponibles à compter du 1^{er} jour du 4^e mois du 5^e exercice annuel suivant celui de l'acquisition.

☞ *Le règlement du Plan d'Épargne d'Entreprise peut fixer un délai d'indisponibilité supérieur à 5 ans. Le Plan d'Épargne d'Entreprise peut ainsi permettre au salarié de se constituer une épargne en vue de la retraite.*

Lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure à 5 ans et qu'il est prévu d'affecter la participation au Plan d'Épargne d'Entreprise, l'accord de participation doit alors instituer un autre mode de placement dont la durée d'indisponibilité est conforme au régime de la participation (3 ou 5 ans).

Le respect du délai d'indisponibilité est une condition pour bénéficier des avantages fiscaux.

Pour leur part, les salariés peuvent conserver leurs avoirs dans le plan d'épargne d'entreprise au-delà de la période de blocage des sommes.

Exception

L'article L. 3332-26 du Code du travail, permet de ne pas respecter le délai de blocage de cinq ans si la liquidation des avoirs détenus dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise sert à lever des options sur titres consenties dans les conditions prévues aux articles L. 225-177 ou L. 225-179 du Code de commerce.

Les actions ainsi souscrites ou achetées doivent être versées dans le plan d'épargne d'entreprise et isolées dans un compartiment spécifique. Elles sont au nominatif et détenues en direct par les adhérents.

Elles sont indisponibles pendant un délai minimum de cinq ans et il n'est pas possible de demander le déblocage anticipé de ces actions.

Circulaire interministérielle du 6 avril 2005

TRANSFERT DE DROITS APRÈS RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

Lorsqu'un salarié a rompu son contrat de travail chez son précédent employeur et entre dans une nouvelle entreprise, il peut affecter au Plan d'Épargne d'Entreprise de son nouvel employeur :

- les sommes détenues dans un Plan d'Épargne d'Entreprise dont il n'a pas demandé la délivrance lors de la rupture de son contrat de travail. Ce transfert entraîne la clôture du plan précédent ;
- les sommes détenues au titre de la RSP dont il n'a pas demandé la délivrance lors de la rupture de son contrat de travail.

Pour l'appréciation du délai d'indisponibilité de 5 ans, les périodes d'indisponibilité déjà courues correspondant aux sommes transférées sont prises en compte, sauf si ces sommes sont utilisées pour souscrire à une augmentation de capital réservé aux adhérents du PEE.

GARANTIE DE L'AGS

Les sommes versées sur le Plan d'Épargne d'Entreprise sont, en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaires, garanties par l'AGS (l'Association pour la Gestion du régime d'assurance des créances des Salariés).

Cette garantie s'applique quelle que soit l'origine des fonds : intéressement, participation, abondement employeur, versements volontaires du salarié.

L'accord doit cependant être conforme aux dispositions légales en vigueur.

Cass. soc. 17 mai 1995 - ASSEDIC de l'Isère c/ Bonnet et autres

DÉBLOCAGE ANTICIPÉ

DÉBLOCAGE PRÉVU PAR L'ARTICLE R. 3324-22 DU CODE DU TRAVAIL

Cas de déblocages anticipés

Le salarié peut, dans certains cas, débloquer ses avoirs de façon anticipée tout en bénéficiant des exonérations fiscales.

Les cas de déblocages anticipés sont les mêmes que pour la participation.

L'article R. 3324-22 du Code du travail fixe les cas dans lesquels les droits attribués aux salariés peuvent être exceptionnellement liquidés ou transférés avant l'expiration du délai de 3 ou 5 ans. Il s'agit des événements suivants :

- mariage du salarié ou conclusion d'un PACS ; s'agissant du PACS, le salarié doit produire à l'appui de sa demande, l'attestation établie par le greffier du tribunal d'instance qui a enregistré la déclaration ;
- naissance ou arrivée au foyer, en vue de son adoption, d'un 3^e enfant puis de chaque enfant suivant.

Le critère déterminant pour le droit au déblocage est le nombre d'enfants vivant au foyer du bénéficiaire compte tenu de la naissance ou de l'adoption.

Le droit au déblocage n'est, par contre, pas subordonné au fait que l'intéressé ait ou non, la qualité d'allocataire au regard de l'attribution des prestations familiales, laquelle n'est reconnue qu'à une seule personne.

Concernant l'adoption, le droit au déblocage anticipé peut être exercé par le ou les intéressés dès l'arrivée au foyer de l'enfant dans le cadre d'une procédure d'adoption simple ou plénière.

- divorce, séparation ou dissolution d'un PACS si l'intéressé conserve la garde d'au moins un enfant. Lorsque le jugement de divorce prévoit que l'autorité parentale est exercée conjointement par les 2 parents, seul le parent chez lequel l'enfant a sa résidence habituelle peut bénéficier du déblocage anticipé.

Le jugement doit être devenu définitif. Afin de permettre aux intéressés de faire face aux besoins immédiats consécutifs à une séparation, il est admis que le déblocage intervienne dès qu'une décision concernant la résidence habituelle du ou des enfants est rendue par le juge et revêt un caractère exécutoire (ordonnance du juge aux affaires familiales).

Lorsque le jugement prévoit que l'autorité parentale est exercée conjointement par les deux parents, le parent chez lequel, en vertu du jugement, l'enfant a sa résidence habituelle, peut bénéficier du déblocage anticipé de ses droits à participation.

Lorsque le jugement fixe cette résidence habituelle de manière partagée chez l'un et l'autre parent, le droit au déblocage anticipé peut être exercé par les deux parents.

- invalidité du salarié, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un PACS (2^e ou 3^e catégorie).

Il s'agit d'une invalidité 2^e, 3^e catégorie ou reconnue par décision de la CDAPH (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) à condition que le taux d'incapacité atteigne au moins 80 % et que l'intéressé n'exerce aucune activité professionnelle.

L'invalidité, ouvrant droit au déblocage, peut être attestée, soit par la notification de l'attribution d'une pension d'invalidité, soit lorsque la personne invalide ne peut prétendre à une pension d'invalidité, par la production d'une décision de la CDAPH.

L'invalidité peut également être attestée par la carte d'invalidité prévue par l'article 173 du Code de la famille et de l'aide sociale, et délivrée par le préfet.

L'attribution de cette carte est, en effet, subordonnée à la reconnaissance par la CDAPH d'un taux d'incapacité d'au moins 80 %.

- décès du bénéficiaire, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un PACS.

Les ayants droit doivent demander la liquidation des avoirs avant le 7^e mois suivant le décès. Passé ce délai, le régime fiscal attaché aux droits prévus à l'article 150-0-A-III du Code général des impôts (taxation des plus-values de cession) cesse de s'appliquer.

- la rupture du contrat de travail, la cessation de son activité par l'entrepreneur individuel, la fin du mandat social, la perte du statut de conjoint collaborateur ou de conjoint associé ;
- acquisition ou agrandissement, sous réserve de l'existence d'un permis de construire, de la résidence principale (ou déclaration préalable de travaux dès lors qu'il s'agit de créer une surface habitable supplémentaire).

Conditions au déblocage

Les sommes débloquées doivent être intégralement employées à l'opération d'acquisition ou d'agrandissement de la résidence principale. Le plan de financement que l'intéressé doit produire à l'appui de sa demande, doit faire apparaître le montant des avoirs au titre de la participation.

Les frais d'acte notarié, d'enregistrement, d'hypothèques supportés par le salarié peuvent être pris en compte dans l'évaluation du montant de l'opération d'acquisition.

Résidence principale

Le déblocage ne peut intervenir :

- pour le financement d'une résidence secondaire ;
- pour assurer le financement d'une habitation principale destinée aux enfants ou aux ascendants.

Les bénéficiaires du déblocage doivent occuper, personnellement et à titre principal, les locaux acquis ou agrandis. Il est nécessaire qu'il y ait occupation immédiate du logement.

Limite

Les futurs retraités peuvent, s'ils s'engagent à occuper le logement dans un délai maximum de 3 ans, se voir accorder le déblocage. Dans le cas de conjoints tous deux bénéficiaires de la participation, le déblocage peut intervenir pour chacun d'entre eux.

Le déblocage se fait dans la limite du montant maximum suivant :

- prix d'acquisition du logement déduction faite du montant du prêt principal, le cas échéant, du montant du prêt familial et, éventuellement, du prêt accordé au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction.

Dans le cas de ménages procédant à l'acquisition ou à la construction de leur résidence principale commune et dont chacun des conjoints bénéficie de droits à participation, ceux-ci peuvent obtenir simultanément le versement de leurs avoirs respectifs sous la seule réserve qu'ils n'entraînent pas de sur-financement de cette opération.

Opérations immobilières permettant le déblocage

Toutes les formules d'acquisition (immeubles neufs ou anciens) ou de construction peuvent ouvrir droit au déblocage.

Par contre, le déblocage n'est pas permis en cas de simple rénovation ou de réaménagement intérieur d'un habitat ancien.

De même, l'achat d'un terrain, même destiné à l'édification ultérieure d'une habitation principale, ne constitue pas une opération susceptible d'ouvrir droit au déblocage.

Seul, le financement d'un tel achat accompagné de la construction proprement dite, permet l'intégration du coût du terrain dans le plan de financement global en vue du déblocage des sommes.

Les opérations d'agrandissement sont prises en compte uniquement en cas d'obtention d'un permis de construire ou lorsqu'elles font l'objet d'une déclaration préalable de travail, à condition d'entraîner la création d'une surface habitable par référence à l'article R. 111-2 du Code de la construction et de l'habitation (exclusion des garages, sous-sols, caves, ...).

■ création par le bénéficiaire, son conjoint, ses enfants ou la personne liée au bénéficiaire par un PACS ou reprise d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société à condition d'en exercer effectivement le contrôle ou installation en vue de l'exercice d'une autre profession non-salariée.

Le salarié est considéré comme exerçant le contrôle :

- lorsqu'il détient plus de la moitié du capital,
- lorsqu'il exerce les fonctions de dirigeant et détient au moins un tiers du capital.

Il est tenu compte, pour le calcul de la part de capital détenue, des titres détenus par le conjoint, les ascendants ou descendants, l'intéressé devant toutefois détenir personnellement au moins 35 % du capital dans le premier cas et 25 % dans le second.

Les sommes débloquées doivent être intégralement employées au financement de l'opération de création ou de reprise pour laquelle le déblocage est sollicité (constitution du capital social, achat ou location d'un fonds de commerce, frais d'installation, d'équipement, ...).

■ surendettement du salarié

Il s'agit de la situation de surendettement défini à l'article L. 331-2 du Code de la consommation, c'est-à-dire de l'impossibilité manifeste, pour le débiteur de bonne foi, de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles exigibles et à échoir.

Le déblocage intervient sur la demande adressée par le président de la commission d'examen des situations de surendettement à l'organisme gestionnaire des fonds ou à l'employeur. La demande peut également être faite par le juge lorsqu'il estime que le déblocage des droits favorise la conclusion ou est nécessaire à la bonne exécution du plan amiable de règlement ou de redressement judiciaire civil.

■ déblocage anticipé lié aux intempéries

Les salariés, dont la résidence principale a été endommagée ou rendue inhabitable par de graves intempéries, et notamment à la suite des tempêtes de décembre 1999, peuvent obtenir le déblocage anticipé de leurs droits à participation ou des sommes placées sur le PEE. Le déblocage doit avoir pour but la remise en état de cette habitation.

Conditions

Le déblocage peut être accordé lorsque la remise en état de la résidence principale nécessite des travaux immobiliers.

Par ailleurs, les conditions suivantes doivent être remplies :

- la résidence principale doit être située dans une zone visée par un arrêté reconnaissant l'état de catastrophe naturelle. Afin de permettre la vérification du respect de cette condition, la demande doit nécessairement comporter les références de l'arrêté de déclaration de catastrophe naturelle concernant la commune où est située cette résidence, voire une attestation déclarée par la mairie ;
- les salariés concernés doivent justifier de leur situation auprès de l'organisme financier ou de l'entreprise qui gère leurs droits, en produisant à l'appui de leur demande la déclaration de sinistre faite auprès de leur compagnie d'assurances, ainsi que le devis accepté précisant la nature et le montant des travaux à réaliser.

Réponse Quentin - AN 12 juin 2000 p. 3575 n° 39992

Nature des travaux

Les travaux susceptibles de donner lieu à un déblocage sont les travaux immobiliers touchant à la structure même et, notamment, de gros œuvre de la construction et qui sont indispensables pour préserver son intégrité (exemple : murs, charpentes, toiture, fenêtres et portes).

Conditions d'application des cas de déblocage anticipé

La levée de l'indisponibilité peut intervenir quelle que soit la durée de blocage ou le mode de gestion retenu par l'accord.

La survenance de l'un des événements n'entraîne pas automatiquement le déblocage des droits. Le déblocage reste facultatif pour le salarié.

Il appartient au salarié d'en faire la demande, qui peut porter, selon le cas, sur la totalité ou une partie seulement des droits.

Dans le cas d'un déblocage partiel, ce sont les droits les plus anciens qui sont réputés être versés.

Le même fait générateur ne peut, toutefois, donner lieu à des déblocages successifs.

Toutefois, lorsque les droits du dernier exercice clos ne sont pas encore déterminés et individualisés, lors de la demande du salarié, le déblocage et le versement peuvent être effectués en deux fois.

Délai

La demande doit intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur à l'exception des cas :

- de cessation du contrat de travail ;
- de décès du conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un PACS ;
- d'invalidité ;
- de surendettement.

Seuls les droits afférents à des exercices clos au moment du fait générateur peuvent être débloqués à l'exception des cas de décès et de la cessation du contrat de travail.

Dans ce cas, les droits éventuels lui revenant au titre de l'exercice en cours au moment de la survenance de l'événement, peuvent être versés dès qu'ils sont calculés.

DEPART DU SALARIE

LIVRET D'EPARGNE SALARIALE

Tout salarié d'une entreprise proposant un des mécanismes d'épargne salariale reçoit, lors de la conclusion de son contrat de travail, un livret d'épargne salariale présentant les dispositifs existants.

Tout salarié quittant l'entreprise reçoit un état récapitulatif de l'ensemble des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein de l'entreprise dans le cadre de la participation, de l'intéressement ou du Plan d'Épargne d'Entreprise.

Article L. 3341-6 du Code du travail

Cet état distingue :

- les actifs disponibles, en mentionnant tout élément utile au salarié pour en obtenir la liquidation ou le transfert ;
- les actifs affectés au Plan d'Épargne pour la Retraite Collectif.

L'état récapitulatif est inséré dans un livret d'épargne salariale, remis par le premier employeur qu'il quitte.

Le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques est la référence pour la tenue du livret du salarié. Il peut figurer sur les relevés de compte individuels et l'état récapitulatif.

Contenu du livret d'épargne salariale

Le livret d'épargne salariale permet à l'adhérent (ou à ses ayants droit), d'obtenir plus facilement le remboursement ou le transfert des sommes épargnées au sein de l'entreprise.

Outre les états récapitulatifs et une attestation indiquant la nature et le montant des droits liés à la réserve spéciale de participation ainsi que la date à laquelle seront répartis ses droits éventuels au titre de l'exercice en cours, le livret d'épargne salariale comporte un rappel des dispositions suivantes :

- versement et transferts : texte intégral de l'article L. 3332-10 du Code du travail ;
- cas de déblocage anticipé de la participation et du plan d'épargne d'entreprise : texte intégral de l'article R. 3324-22 du Code du travail ;
- cas de déblocage anticipé du plan d'Épargne pour la Retraite Collectif ;
- conservation des avoirs : texte intégral de l'article D. 3324-37 du Code du travail.

Les sommes transférées en application de l'alinéa 2 de cet article peuvent être réclamées à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé - 15 quai Anatole France 75700 PARIS SO.

ETAT RECAPITULATIF

L'état récapitulatif comporte les informations et mentions suivantes :

- identification du bénéficiaire ;
- description de ses avoirs acquis ou transférés dans l'entreprise par accord de participation et plans d'épargne dans lesquels il a effectué des versements, avec mention le cas échéant des dates auxquelles ces avoirs sont disponibles ;
- l'identité et l'adresse des teneurs de registre auprès desquels le bénéficiaire a un compte.

Les références de l'ensemble des établissements habilités pour les activités de conservation ou d'administration d'instruments financiers, gérant des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées par le salarié dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale, figurent sur le relevé de compte individuel adressé annuellement et sur chaque état récapitulatif remis au salarié quittant l'entreprise.

ÉTATS RÉCAPITULATIFS

MODÈLES

Identifiants de l'entreprise, du salarié (numéro INSEE) et du teneur de registre Sources d'information du salarié : adresse postale, plate-forme téléphonique, minitel, internet, ...	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;">Adresse du salarié</div>												
ETAT RECAPITULATIF DE VOTRE EPARGNE SALARIALE <i>A conserver</i>													
Texte rappelant que l'état récapitulatif est délivré à l'occasion du départ du salarié de l'entreprise et que ce document doit être conservé et inséré dans le livret d'épargne salariale.													
Evaluation au du montant total de vos avoirs ⁽¹⁾													
<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: center;">Contrat</th> <th style="text-align: center;">Montant en euros ⁽²⁾</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">Participation</td> <td style="text-align: center;">.....</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEE</td> <td style="text-align: center;">.....</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PEI</td> <td style="text-align: center;">0</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PERCO</td> <td style="text-align: center;">.....</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Total</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Contrat	Montant en euros ⁽²⁾	Participation		PEE		PEI	0	PERCO		Total	
Contrat	Montant en euros ⁽²⁾												
Participation													
PEE													
PEI	0												
PERCO													
Total													
<p>⁽¹⁾ Cet état ne tient pas compte des opérations éventuelles effectuées postérieurement à la date d'édition</p> <p>⁽²⁾ Avant prélèvements sociaux</p>													

Détail de vos avoirs au par type de contrat et par formule de placement

PARTICIPATION

Formule de placement A - Valeur de part au:..... €

Date de disponibilité	Nombre de parts	Montant en euros

Société de gestion :

Dépositaire :

Formule de placement B - Valeur de part au:..... €

Date de disponibilité	Nombre de parts	Montant en euros

Société de gestion :

Dépositaire :

P E E

Formule de placement C - Valeur de part au:..... €

Date de disponibilité	Nombre de parts	Montant en euros

Société de gestion :

Dépositaire :

PERCO

Formule de placement D - Valeur de part au:..... €

Date de disponibilité	Nombre de parts	Montant en euros
Départ à la retraite		
Départ à la retraite		
Départ à la retraite		

Société de gestion :

Dépositaire :

Formule de placement E - Valeur de part au:..... €

Date de disponibilité	Nombre de parts	Montant en euros

Société de gestion :

Dépositaire :

INFORMATIONS PRATIQUES

Description des trois options possibles lors du départ de l'entreprise.

Maintien des avoirs

Possibilité de laisser les avoirs sur les formules de placement actuelles et des les récupérer ultérieurement.

Mise en garde sur l'importance de transmettre les changements d'adresse et de répondre aux courriers envoyés ultérieurement par le teneur de registre.

Information sur le sort des avoirs non réclamés et leur transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Cas particuliers des avoirs en compte courant bloqué (récupération obligatoire ou transfert à l'issue du délai d'indisponibilité et délai particulier de transfert à la Caisse des Dépôts et Consignations).

Transfert des avoirs

Description des modalités de transfert chez un nouvel employeur.

Cas particulier des avoirs en compte courant bloqué.

Remboursement immédiat des avoirs

Rappel de la notion de cas de déblocage anticipé, description des modalités de demande de rachat.

Mise en garde sur le fait que le relevé ne tient pas compte des opérations traitées ultérieurement à la date d'édition.